

**L'INDIVIDUALISME
DANS
L'ANARCHISME**

F.S. MERLINO

*édité par le groupe E. VARLIN
de la FEDERATION ANARCHISTE*

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	I
L'individualisme dans l'anarchisme - de Merlino.....	1
Réponse à Paul Reclus - de Merlino ...	19
<i>Annexe</i> : communiste-anarchiste ou quoi ? - de H.B. Samuels	23
Bibliographie.....	27

C 5216
IN 4385
VENTO
CAPS 2
10

BIBLIOTECA
G. PINELLI
LIBERTARI
GENERO STUDI

F.S. Merlino

AVANT-PROPOS

L'individualisme dans l'anarchisme



AVANT-PROPOS

Francesco Saverio Merlino (Naples 1856 - Rome 1930) est pratiquement inconnu en France ; il a été cependant, pendant une vingtaine d'années, de 1877 à 1897, une des figures les plus marquantes du mouvement anarchiste international.

Juriste de formation, tout comme Malatesta, il peut, contrairement à ce dernier, porter à terme ses études d'avocat. Il défend en de nombreuses occasions et au cours de procès retentissants des camarades emprisonnés, tout au long de sa vie politique, (en 1877, les Internationalistes de la *Banda del Matese*, en 1900, l'attentat du roi d'Italie, et en 1921, Malatesta, aux assises de Milan).

Condamné en 1883 à quatre ans de prison pour conspiration contre la sûreté de l'Etat, il préfère s'exiler. Il voyage en Europe et en Amérique, ce qui lui permet d'acquérir une solide connaissance des problèmes du socialisme en général et de l'anarchisme en particulier.

Propagandiste acharné mais homme d'études, il est amené à prendre part aux discussions théoriques et aux choix tactiques auxquels est confronté le mouvement anarchiste dans son ensemble ; il se rend compte, avant Malatesta, des problèmes politiques auxquels est confronté l'anarchisme. En 1889, il participe au congrès socialiste marxiste de la salle Pétrelle dont il est expulsé ; la rupture définitive avec les socialistes fera de lui un des promoteurs du congrès socialiste-anarchiste de Capolago, en mars 1891.

De 1886 à 1893, il collabore à la revue bruxelloise *La Société nouvelle* dans laquelle il publie ses plus importants travaux de l'époque. En 1890, il publie à Paris *L'Italie telle qu'elle est*. Rentré en Italie, il est arrêté en février 1894 et reste en prison jusqu'à l'échéance de sa peine en 1896. Son éloignement du mouvement anarchiste et son rapprochement du Parti Socialiste Italien date de sa sortie de prison. En 1897, il rompt définitivement avec les anarchistes au cours d'une polémique avec Malatesta sur le *Messaggero* et sur l'*Avanti*, à propos de la participation des anarchistes à la lutte électorale dont il se fait le promoteur.

Son esprit d'indépendance et sa ferme volonté de trouver une troisième voie entre le socialisme réformiste et l'anarchisme qu'il définit lui-même comme un *socialisme libertaire* le porte vite à polémiquer avec ses nouveaux compagnons de route auxquels il reproche tour à tour leur dogmatisme marxiste de façade et leur opportunisme gouvernemental ; toujours en quête d'approfondissements théoriques des bases mêmes du socialisme, il est à l'origine et est un des promoteur du *révisionnisme marxite* de la fin du XIX^e siècle, avec Bernstein en Allemagne et Sorel en France.

En 1897, il publie *Pro e contro il Socialismo* ; l'année d'après paraît une réélaboration du livre en français sous le titre de *Formes et essences du Socialisme* avec une préface de G. Sorel. Dans ce livre, Merlino expose sa conception du socialisme à laquelle il reste fidèle jusqu'à la mort et qui se caractérise par le refus de tout dogmatisme en ce qui concerne les modalités (les formes) de l'organisation d'une société socialiste et un appel afin que toutes les forces progressistes (à la fois les socialistes, les républicains et les anarchistes) collaborent ensemble, chacun à sa manière, à l'éclosion d'une société égalitaire et anti-autoritaire.

Le socialisme d'Etat et l'individualisme anarchiste sont les points extrêmes entre lesquels est placé le socialisme, entendu ici dans un sens très général comme une doctrine ayant pour but la réforme de l'organisation sociale. Le vrai socialisme est également loin de l'un et de l'autre et il consiste justement dans la conciliation de la liberté individuelle avec l'intérêt collectif, dans la substitution de la société entre égaux à l'organisation hiérarchique actuelle (1).

Le socialisme devient une conception morale et juridique vers laquelle tend l'humanité entière. Face à l'impossibilité de réaliser un tel programme et à l'incompréhension dont il est victime à la fois chez les socialistes et chez les anarchistes, il s'écarte progressivement de sa vie militante.

Son dernier acte retentissant pour le mouvement anarchiste est l'interview accordée à un journal bourgeois italien en 1907 et connue sous le titre de *La Fin de l'Anarchisme* où les considérations personnelles priment sur l'analyse du mouvement anarchiste de l'époque (2). Il garde cependant jusqu'à sa mort l'estime de camarades comme Malatesta qui lui ouvre les colonnes de sa revue *Pensiero e Volonta* ou de Max Nettlau qui lui consacre une étude particulière (3).

Dans l'article nécrologique qu'il lui consacre, Malatesta résume sa destinée en écrivant qu'il avait voulu unir tout le monde et fut abandonné par tous, et formule le vœu que la génération nouvelle soit mise en mesure d'en connaître l'œuvre qu'elle ignore totalement (4).

L'individualisme dans l'Anarchisme a été publié pour la première fois dans le fascicule de novembre 1893 de la revue belge *La Société nouvelle*. Texte polémique, il vise surtout les thèses exprimées par Kropotkine dans *La Conquête du Pain*. L'esquisse de l'organisation de la société anarchiste future telle qu'elle est tracée par Kropotkine paraît à Merlino être tributaire d'une conception de la vie sociale atomiste d'inspiration illuministe, qui part de l'individu pour aboutir à la société et non le contraire. A ce titre, l'individualisme économique et organisationnel dont souffre l'anarchisme se trouverait ainsi placé, par Kropotkine, au cœur même de la conception sociale de l'anarchisme.

Texte capital pour comprendre l'évolution successive de Merlino, il fait suite à une autre importante brochure *Nécessité et Bases d'une Entente* éditée à Bruxelles en 1892 par Malatesta et dont il en constitue, en quelque sorte, la suite. Les deux textes de Merlino constituent l'effort le plus sérieux en vue de doter le mouvement anarchiste de l'époque d'une nouvelle stratégie de lutte et d'un programme d'action organique en vue du dépassement des compromis du congrès de Capolago. *L'individualisme dans l'Anarchisme* dépasse le cadre de la simple polémique et par la portée des problèmes soulevés se révèle être un effort en vue d'une réélaboration critique de l'anarchisme, à la fois sur le plan des principes et celui de l'action révolutionnaire, ce qui justifie, à notre avis, l'intérêt actuel d'éditer un texte qui est encore inédit en France. Cela dit, le texte de Merlino ne peut être compris que si on le replace dans le contexte de l'époque. En effet, celui-ci (avec *Nécessité et Bases d'une Entente*) intervient à un moment extrêmement délicat du développement du mouvement anarchiste international. La propagande par le fait, préconisée au congrès de Londres, est devenue, au début des années 90, un empêchement réel pour l'action anarchiste. La nécessité se fait de dépasser l'état d'isolement et d'atomisation dans lequel est plongé le mouvement par une tactique insurrectionnelle inadaptée aux exigences du mouvement, qui aboutit à une surenchère de violences verbales et à des actes individuels de révolte sans lendemain.

Le problème de l'action anarchiste auprès des masses et celle de l'organisation spécifique n'est pas encore perçu comme un aspect indissociable et imprescriptible de l'anarchisme. Merlino et Malatesta sont les premiers qui, au niveau international, ressentent la nécessité de se doter d'une organisation stable pour pouvoir accomplir un travail de propagande efficace en vue de la révolution sociale, sans attendre qu'elle tombe du ciel et refusent la vision « catastrophique » du passage à la société future.

Le principe de l'organisation — dit Merlino — est l'âme même, l'essence même de l'anarchisme, c'est-à-dire d'une société organisée sans autorité (5).

Merlino s'élève aussi très violemment contre les attentats et la reprise individuelle, mais aussi contre le fatalisme révolutionnaire, tout en indiquant dans l'immédiat, la nécessité, pour les anarchistes, d'entrer dans les organisations ouvrières pour en changer les principes et développer l'esprit de solidarité parmi les ouvriers. Il dit, en 1892 : *En peu de mots, voilà notre programme : la révolution sociale comme objectif immédiat, l'agitation de la classe ou-*

rière comme principal moyen (6).

En cela, Malatesta et Merlino se heurtent à l'opposition des camarades qui croient encore dans le bien-fondé des actions individuelles spectaculaires et qui voient dans les attentats le signe avant-coureur de la révolution sociale.

Parallèlement, on assiste autour des années 90 à un effort d'approfondissement et de clarification théorique de l'anarchie, effort qui traduit pour l'anarchisme les mêmes exigences de rigueur et de systématisation que celles qui se font sentir pour l'ensemble du mouvement socialiste et qui mettront fin à l'existence des larges zones d'indétermination qui subsistent encore entre les écoles socialistes. La ligne de démarcation entre socialisme réformiste ou révolutionnaire sera le choix de la lutte à l'intérieur du système (socio-démocratie) ou contre le système (anarchisme).

Tout cela va se traduire par une différenciation croissante de l'anarchisme vis-à-vis des autres courants socialistes et par une systématisation théorique de ses pratiques insurrectionnelles et anti-parlementaires, mais aussi par une accentuation de son côté anti-politique et anti-parti. Ce sont surtout les ouvrages de Kropotkine qui donnent naissance à ce qu'on peut définir « l'orthodoxie anarchiste ».

L'œuvre de Merlino est critiquée par rapport aux analyses qui se mettent en place et qui lui paraissent être une sorte de légitimation des tendances centrifuges et individualistes qui se manifestent dans le mouvement anarchiste ; ce qui le pousse à préférer, pour lui, la dénomination de socialiste-anarchiste et non pas de communiste.

Merlino participe à cette œuvre de mise au point par un travail de différenciation qui vise à doter l'anarchisme d'une assise théorique propre et qui soit véritablement sociale. L'utilité de cette tâche lui apparaît de plus en plus nécessaire à mesure qu'il approfondit les problèmes du socialisme européen. Sa conception du socialisme-anarchiste d'abord et de son socialisme tout court ensuite lui vient de la critique du marxisme et du libéralisme. L'œuvre constructive de Merlino est donc tout d'abord une œuvre de réfutation et de dénonciation des influences marxistes et libérales qui se manifestent au sein du mouvement anarchiste de l'époque.

Merlino est le premier anarchiste qui critique les influences marxistes dans l'anarchisme, surtout dans le domaine économique, que les anarchistes de l'époque reprenaient à leur compte ou qu'ils acceptaient passivement ; (il faut dire qu'à l'époque, il n'y avait pas d'orthodoxie marxiste ou de « marxisme » à proprement parler).

Nettlau, dans la biographie qu'il consacre à Malatesta, rapporte un jugement de l'anarchiste italien sur la période insurrectionnelle qui avait suivi l'échec de la Première Internationale, comme quoi, *par rapport aux théories économiques, ils (les Internationalistes) étaient tous marxistes, ce qui signifiait qu'il ne fallait pas se préoccuper ultérieurement de la chose* (7). Dans un article intitulé *Mon hérésie* dans lequel Merlino retrace son itinéraire intellectuel, il avoue avoir écrit son livre *L'Italie telle qu'elle est*, en 1890, sous l'influence de Marx (8) et ajoute : *Plus tard, j'ai exposé mes objections au*

marxisme non sans étonnement de mes amis anarchistes qui, en ce temps-là, étaient encore imbus de doctrines marxistes et au nom de celles-ci condamnaient le parlementarisme (...) (9).

Merlino (à qui la police séquestra une série d'articles déjà prêts sur l'argument), développe ses arguments dans une série d'articles parus dans *La Société Nouvelle*, en 1891 (10) et qu'il reprend et développe, en 1899, dans sa *Rivista critica del Socialismo* de Rome. Merlino s'attaque aux fondements théoriques du marxisme ainsi qu'il critique la portée et la signification du programme de la social-démocratie allemande et italienne. Ses positions pourraient se résumer schématiquement par :

- refus du matérialisme historique (il n'y a pas de facteurs sociaux subordonnés les uns aux autres mais interdépendance (cf. page 205 de *Pro o contro il Socialismo*)) ;

- une remise en question de la théorie de la plus-value et de la valeur chez Marx :

- (1) en introduisant la notion de pouvoir (les rapports inégalitaires et hiérarchiques d'une société) et ses effets pour l'étude de la vie économique, en montrant comment les échanges dans la société sont toujours inégaux et que cette inégalité est la cause première de la plus-value ;

- 2) en prenant en compte l'existence d'éléments subjectifs (l'utilité) dans la détermination de la valeur des marchandises.

Quant aux manifestations pratiques du marxisme, celles-ci lui paraissent réaliser non pas l'action révolutionnaire des masses, mais celle d'une petite minorité qui cherche à conquérir le pouvoir pour le garder à son compte ; tout en mettant en relief l'inadéquation du discours marxiste de la Deuxième Internationale vis-à-vis des masses paysannes et des classes moyennes pour des pays en voie de développement comme l'Italie d'alors.

Quant à sa critique du libéralisme, elle s'articule autour de trois points :

- 1) réfutation de l'individualisme anarchiste de Tucker et de l'école américaine,
- 2) celle de la sociologie « socialiste » de Spencer et son darwinisme social (dont les thèses sont largement répandues dans la culture européenne) (11),
- 3) le repérage au sein d'un certain type de communisme anarchiste anti-organisationnel et pro-terroriste d'une conception sociale qui emprunte ses traits principaux à l'individualisme libéral.

Pour Merlino, la notion de liberté individuelle ou d'« état de nature » sont des fictions, des principes généraux à partir desquels il est impossible d'expliquer la vie de l'homme en société. Il y a relativité, à la fois, des faits sociaux et des faits économiques puisqu'il n'y a rien qui soit au-dessus de l'Histoire. Chaque institution doit être jugée à partir de ses effets. Ainsi, la conception qui voit dans la propriété privée une pièce fondamentale de la liberté humaine (thèse défendue par Tucker, Spencer et les anarcho-capitalistes actuels) et qui fait de la libre-concurrence son corollaire indissociable, malgré toutes les garanties de justice ou « d'égalité des situations au point de départ » affichées, se révèle n'être qu'un moyen pour légitimer l'ordre établi actuel. Pour

Merlino, tout résidu de propriété privée porte avec soi nécessairement un résidu de gouvernement, tout comme un résidu de gouvernement porte avec soi un résidu de propriété. On ne peut pas dissocier, à ses yeux, le statut de propriété d'une société, des modalités de domination politique de cette même société. Au même titre, Merlino condamne l'exaltation de l'égoïsme, moteur des actions humaines ou le simple calcul hédoniste de la recherche du plaisir individuel : *Trop de philosophie individualiste nous conduirait à embrasser le bourgeois, notre ennemi. En plus, à philosopher sur l'égoïsme, on devient égoïste (...). La théorie de l'intérêt personnel est fautive et éminemment anti-révolutionnaire.* Mais l'anarchiste napolitain ne se limite pas à dénoncer les aspects « voyants » des influences bourgeoises dans l'anarchisme et s'en prend à Kropotkine lui-même. Disons-le tout de suite, les attaques de Merlino ne sont pas une remise en cause du communisme en tant que tel ; l'intérêt de la brochure ne s'épuise pas dans la simple querelle communisme/collectivisme. Ce n'est pas le dernier avatar de ces discussions sur l'organisation de la société future qui avaient fleuri dans les années 1870-1890. De plus, aujourd'hui cette querelle est en grande partie dépassée. Les déroulements des révolutions russe et espagnole nous ont montré la portée effective de ces débats, en montrant les réelles capacités d'organisation des masses populaires et l'extraordinaire variété des modalités d'organisation qui se manifestent et qui sont toujours supérieures à n'importe quelle rationalisation *a priori* du processus révolutionnaire, tout en refusant par ailleurs de se laisser enfermer dans un schéma préétabli. Les critiques que Merlino adresse aux conceptions kropotkiniennes dépassent le simple constat de la superficialité ou de « l'optimisme » dont fait preuve Kropotkine par des formules comme *la prise au tas* pour s'attaquer à l'essentiel de sa doctrine. Son « optimisme » n'est pas un accident « technique » dû aux simplifications que tout travail théorique qui se veut pédagogique est bien obligé d'introduire, mais bien la conséquence d'une conception de la société qui reste somme toute nominaliste.

Le communisme — écrit Merlino — *il faut le créer ; il ne naît pas par génération spontanée. Nous devons donc abandonner l'idée de l'individu parfait qui constitue le fond de la façon de voir de beaucoup d'anarchistes.*

Une fois établi comme postulat la disparition de tout pouvoir politique, le communisme kropotkinien va se fonder sur deux présupposés : tout d'abord, l'existence d'un régime d'abondance, c'est-à-dire la négation même de toute économie (qui suppose l'existence d'un état de rareté, qu'il soit relatif ou absolu).

Merlino a beau jeu de montrer les insuffisances de la théorie des besoins qui est à l'origine de ces raisonnements. Kropotkine prend justement à contre-pied le malthusianisme et la thèse du grand banquet de la nature dans lequel il n'y a pas de place pour tout le monde, et ceux qui ne sont pas « invités » n'ont pas droit d'exiger quoi que ce soit. Contre cette justification bourgeoise de l'état d'indigence des classes travailleuses, Kropotkine affirme que le but

de la société et la solution du problème social est la satisfaction des besoins des « laissés pour compte » de la société capitaliste. La révolution triomphera dans la mesure où celle-ci permettra la satisfaction intégrale des besoins des individus en société. Mais cette vision se révèle insuffisante. En effet, les besoins sont extensibles à volonté et leur intensité et leur nombre (une fois dépassé le simple seuil de subsistance suffisant à la survie de l'espèce) varient suivant les lieux et les époques. La théorie des besoins chez Kropotkine reste singulièrement superficielle et liée à la vision d'une économie de subsistance, vu l'impossibilité pratique d'établir une distinction entre besoins réels et besoins dérivés. Les sociétés industrielles avancées nous ont montré par contre comment, en moyennant un nombre « limité » de « pauvres », elles peuvent asseoir leur domination politique et économique justement sur l'utilisation de besoins fictifs et sans cesse renouvelés, de la société ; de sorte que la naissance et l'assouvissement de besoins dérivés toujours nouveaux sont devenus une technique de pouvoir extrêmement sophistiquée. La solution au problème viendra d'un changement de société, non pas quantitatif mais qualitatif, qui permettra aux individus d'établir leurs besoins en fonction d'un idéal de vie anti-autoritaire et égalitaire librement choisi et partagé avec le reste de la communauté. Les besoins, chez Kropotkine, sont toujours individuels, l'existence de biens collectifs pour lesquels la consommation est indivisible étant passée sous silence ; chaque individu pris séparément est supposé connaître ses « véritables » intérêts et d'agir en conséquence.

Face à cela, la position de Merlino est sans équivoque mais reste compatible avec l'existence d'un vrai fédéralisme anarchiste. La vie sociale n'est pas la simple juxtaposition ou la somme des actions individuelles : *Nous croyons* — dit-il — *qu'il y a des idées et des sentiments qui unissent les hommes, qui répondent aux conditions essentielles de l'individu et de la société.*

Entendons-nous bien ! La nécessité de savoir comment le peuple doit s'organiser n'est pas un signe de méfiance envers le « peuple », mais la prise en considération des problèmes d'ordre pratique que de toute façon il faudra bien prendre en considération un jour ou l'autre si on veut gagner. Le souci de Merlino, et qui rend son texte encore très stimulant aujourd'hui, est de rendre l'anarchisme opérationnel tout en le dotant des outils théoriques appropriés à sa tâche (c'est en ce sens qu'il veut rendre l'anarchisme « positif ») ; et cela, par la prise en compte des conditions réelles que nécessite le passage de l'actuelle société à la société anarchiste, mais aussi des difficultés et des choix stratégiques prévisibles auxquels sera confrontée toute tentative anarchiste de réforme de la société, ainsi qu'aux impératifs dont les organisations anarchistes doivent répondre pour remplir leur rôle d'organisations spécifiques. La réflexion théorique du Merlino anarchiste annonce et devance les thèmes qui seront repris et développés par la suite par Malatesta. Plus d'un point commun est en effet décelable entre, par exemple, le *gradualisme* de Malatesta et les positions de Merlino vis-à-vis de la vision « catastrophique » du socialisme.

Le texte de Merlino ne sera cependant pas compris ; à ses arguments sur la nécessité d'approfondir les bases théoriques de l'anarchisme, on lui répond : *Repentissez-vous, il est encore temps !* Cette incompréhension manifeste ne sera pas la moindre des raisons qui vont le pousser à quitter le mouvement. On a souvent voulu voir dans ses objections, celles d'un démocrate incapable de saisir la véritable spécificité de l'anarchisme en tant que modalité d'organisation politique et économique, en rupture radicale avec le système en place. Cela a sans doute son fond de vérité, compte-tenu surtout de l'évolution ultérieure de Merlino ; mais l'étude des limites de la pensée de l'anarchiste italien nous permet de poser correctement la question : à quelles conditions est-il possible d'entreprendre une révision critique de l'anarchisme à la lumière des acquis du mouvement qui sont intervenus depuis. L'intérêt de la réédition de la brochure de Merlino (et en annexe, la critique qu'elle avait soulevée au moment de sa parution) est donc toute pratique. Le mérite de Merlino est de mettre en évidence la nécessité d'intégrer dans notre comportement les contraintes objectives qui contrastent avec la conception mythique que souvent on se fait du passage à la société révolutionnaire. La recherche d'une adéquation, dans l'absolu, de nos moyens avec nos fins (que toutes nos actions quotidiennes contredisent) ne peut s'appliquer qu'au déroulement du processus révolutionnaire anarchiste lui-même, en tant que principe pratique d'organisation « différente » ; sinon, le rapport moyens/fins traduit en des termes idéologiques une attitude morale vis-à-vis des faits sociaux et de la vie du mouvement.

La conception de Merlino, cependant, ne semble déjà plus, dans ce texte, se limiter à la simple estimation de l'écart que toute activité pratique révolutionnaire engendre vis-à-vis d'une formulation théorique ; Merlino ne semble pas véritablement se rendre compte de la différence qualitative, de l'alternative réelle que constitue l'anarchisme par rapport à une conception même de démocratie directe. Ainsi par exemple, si le vote en tant que modalité technique de fonctionnement sera employé même « en anarchie », le vote en tant qu'expression d'une délégation de pouvoir n'existera pas. Voter ne signifie pas la même chose « en anarchie » ou en démocratie (12).

Il n'est donc pas question, pour nous, de réduire quoi que ce soit des effets néfastes des institutions en place (c'est le rôle des réformistes, démocrates, socio-démocrates, etc) mais bien de les changer par notre action révolutionnaire. Et c'est en cela que nous sommes révolutionnaires et anarchistes. Et c'est dans cet état d'esprit que le texte de Merlino peut nous rendre des services non négligeables.

NOTES

- (1) « *Formes et Essences du Socialisme* », pages 34-40, Paris 1898, § XLV-294.
- (2) L'article de Merlino est à l'origine de nombreuses discussions polémiques dans le mouvement anarchiste italien, notamment : L. FABBRI « *La Fine dell' Anarchismo ? Riposta a Saverio Merlino* », « *Il Pensiero* », Roma, 16 luglio 1907 ; L. GALLEANI « *La Fine dell' Anarchismo ?*, Ed. Cronaca sovversiva », 1925 (Ried). (Le livre comprend les textes écrits par GALLEANI sur l'argument).
- (3) M. NETTLAU, « *Saverio Merlino* », Montevideo, Ed. « *Studi Sociali* », 1948.
- (4) E. MALATESTA, « *F.S. Merlino* », « *Almanacco libertario* », 1935 ; « *F.S. Merlino*, « *Il Risveglio* », 26 luglio 1930, Genève.
- (5) Merlino, « *Nécessité et Bases d'une entente* », Bruxelles, 1892, page 32.
- (6) Id.
- (7) M. NETTLAU, « *Malatesta* », page 140, Ed. *Il Martello New York*, (reprint).
- (8) Merlino, « *La mia Eresia* » in « *Rivista critica del Socialismo* », Roma, avril 1899.
- (9) Cité par VENTURINI in « *Il Socialismo senza Marx* », page 8, Ed « *Boni* », Bologne 1977.
- (10) « *Le Socialisme allemand* » (avril-mai 1831) ; « *La Doctrine de Marx et le nouveau Programme de la Socio-démocratie allemande* » (sept. 1891) ; « *Le Programme d'Erfuth* » (nov. 1891).
- (11) Toujours dans « *La Société nouvelle* », il publie sur le libéralisme en général et Spencer en particulier toute une série d'articles :
 - « *Le Commonwealth américain* » (sept. 1892, janv. 1893) ;
 - « *Le Progrès de la Science économique et M. H. Spencer* » (juin 1893) ;
 - « *Le Progrès de la Science politique et M. H. Spencer* » (août 1893) ;
 - « *le Progrès de la Science juridique et M. H. Spencer* » (mars 1894).
- (12) Voir à ce sujet la très intéressante introduction de BONANNO au livre « *Anarchismo e Democrazia* » qui a réuni les textes de la polémique Merlino/Malatesta, à propos de la participation aux élections.

L'individualisme dans l'anarchisme ⁽¹⁾

Le parti socialiste, après avoir oscillé longtemps entre des tendances opposées, s'est définitivement divisé en deux camps. D'un côté sont les *constitutionnels* (comme on dit en Angleterre, *parlementaires* sur le continent), les hommes du bulletin de vote, du progrès lent et graduel, des petites mesures et des éternels palliatifs ; des gens qui espèrent « moraliser » le capitalisme et convertir le gouvernement, jusqu'à présent instrument d'oppression et d'appauvrissement des masses, en un instrument d'émancipation.

Le but final de ce parti (qui comprend social-démocrates, radicaux-socialistes et partisans de l'Etat socialiste à la Bismarck) est un gouvernement possédant toutes les richesses et organisant toute la production et les échanges d'un pays, voire de l'univers.

Du côté opposé sont les *révolutionnaires* (socialistes et anarchistes), *ennemis des gouvernements, ennemis surtout des équivoques et des compromis*, et qui, étant persuadés que les institutions politiques et économiques actuelles sont foncièrement vicieuses, se sont mis à l'œuvre pour les démolir dans l'esprit des masses d'abord et ensuite dans la réalité, afin de fonder sur leurs ruines une société d'hommes libres, travaillant en coopération, sans patrons ni maîtres.

La fraction la plus avancée du parti révolutionnaire, les anarchistes, tout en ayant en commun avec la démocratie socialiste le but de l'abolition de la propriété individuelle et du salariat, s'en séparent sur les points suivants :

1) les anarchistes sont opposés à la possession par l'Etat des moyens de production et à l'organisation de la production et des échanges par les lois et décrets d'un gouvernement, central ou local ;

2) ils ne croient pas à la formule « le gouvernement du peuple par le peuple », - qui est un trompe-l'œil ; car tout gouvernement étant nécessairement

(1) Cet article est le développement d'une lettre envoyée à la Conférence anarchiste de Chicago.

géré, *au nom* du peuple, par une petite minorité, la participation éventuelle de la masse au gouvernement est bornée au vote ou choix entre les hommes et les partis qui s'alternent au pouvoir ;

3) gouvernement et capitalisme (domination et monopole) sont, à leur avis, inséparables ; ils se reproduisent l'un l'autre si on ne les détruit pas du même coup ;

4) enfin les anarchistes, et les anti-parlementaires en général, pensent qu'il est aussi absurde pour les prolétaires d'espérer « capturer » le gouvernement par leurs bulletins de vote que de devenir tous capitalistes grâce à l'épargne.

Cela est d'autant plus vrai aux Etats-Unis, qu'en ce pays la corruption politique a atteint son apogée et le parlement y est l'humble serviteur du pouvoir exécutif et de pouvoirs non officiels, plus puissants encore que l'exécutif.

Un changement radical des conditions sociales ne peut être dû qu'à une révolte des sentiments de la masse. « Lorsque le peuple aura été entièrement dégoûté de la politique, - a dit un membre du gouvernement des Etats-Unis, - il s'insurgera ». C'est précisément notre avis.

Nous croyons à l'imminence d'une révolution. Dans tous les pays du monde la lutte est engagée entre les travailleurs et la bourgeoisie. Ceux qui veulent sortir de l'état actuel n'ont qu'à s'entendre et à se jeter résolument dans la mêlée.

II

Je sais qu'il y a des anarchistes pacifiques, notamment les *individualistes* des Etats-Unis. Je respecte leur opinion, mais je ne la partage pas. Toute violence est regrettable, j'en conviens et je suis loin de conseiller la violence pour la violence. Mais n'oublions pas que pour des hommes privés de tout droit et dont les libertés et la vie même sont continuellement foulées aux pieds par des ennemis implacables, la violence est une douloureuse nécessité. Si la violence est mauvaise, que nos patrons et oppresseurs cessent de l'employer contre nous. Qu'ils congédient leurs soldats, qu'ils renvoient leurs Pinkertons, qu'ils démolissent leurs forteresses et démontent leurs batteries Gattling ; et qu'ils s'entendent avec nous pour édifier une société où tous les hommes puissent vivre et prospérer... Mais ils n'en font rien ; ils persistent à s'entourer de baïonnettes et de canons, ils envoient à l'échafaud les champions de notre cause ; ils font massacrer ceux d'entre nous qui osent demander du travail ou résister à la réduction progressive de leurs maigres salaires. Cependant, c'est à nous qu'on demande de renoncer à l'emploi de la force, à nous les opprimés, à nous les victimes !

Mais, bien qu'assez grave pour empêcher toute communauté d'action entre nous, cette question de la légitimité de la violence n'est pas la seule qui nous sépare des anarchistes individualistes. Il y a de plus graves dissensions sur les principes.

Les individualistes se disent, comme nous, anarchistes et socialistes. Ils partirent en effet de Proudhon pour arriver... à H. Spencer. Ils débutèrent en adversaires de la loi, du gouvernement et du salariat ; mais peu à peu, ils ont abandonné une position après l'autre et maintenant ils se bornent à vouloir replâtrer toutes ces institutions et à les décorer du mot « volontaire » inscrit sur leurs frontispices. Ils préconisent un gouvernement volontaire, des lois volontaires, une police volontaire, l'impôt volontaire, etc.

Il s'agit, bien entendu, d'une « volontariété » fort relative. Les individualistes basent leur système sur la « libre concurrence » et ne se doutent pas que la concurrence, épousant les inégalités ineffaçables des situations, des besoins et des capacités, aboutit au monopole et par cela même cesse d'être libre. L'égalité initiale des conditions (*equal opportunities*), en supposant qu'elle fût jamais établie dans la société (ce qui semble difficile sans une révolution sociale), ne durerait pas longtemps. Les situations avantageuses, soit pour l'agriculture, soit pour l'industrie et le commerce, seraient vite occupées ; et puisque chaque individu ou groupe aurait la « libre disposition » des produits de son activité, bientôt, non seulement la rente mais aussi le profit et l'intérêt montreraient leur bout d'oreille dans les échanges, et, une fois nés, il serait impossible de les contenir, mais ils grandiraient vite au-dessus du « minimum » (rente économique) avoué par M. Tucker.

Un groupe aurait fabriqué des maisons : qui lui défendrait d'exiger un prix usuraire, sinon un loyer, de ceux qui voudraient les habiter ? On pourrait en construire d'autres ; mais il faudrait avoir le consentement des possesseurs du sol de l'endroit ou aller loin, bien loin peut-être... Un autre groupe aurait construit des machines : qui lui défendrait de les louer pour un intérêt ? Tout le monde n'a pas les aptitudes spéciales nécessaires pour la construction des machines ; et il peut convenir au cultivateur de donner une partie de la récolte pour l'usage de telle machine agricole plutôt que de s'en tenir à la charrue primitive... Que dire des mines ? On ne découvre pas des mines houillères tous les jours ; conséquemment, on ne peut pas empêcher les groupes houillers d'un pays de se coaliser pour surélever le prix du charbon. De même pour les industries qui demandent une grande installation : chemins de fer, docks, etc. Si les sociétés de chemins de fer surélèvent leurs tarifs, eh bien ! on construira (dit-on) de nouvelles lignes. Mais il faudra d'abord obtenir le consentement des possesseurs du sol *de certaines localités* (il ne suffit pas qu'il y ait du sol inoccupé quelque part dans le centre d'Afrique) ; et il faut des années de travail *pendant lesquelles on devra subir le monopole des sociétés existantes* ; et enfin, on aura abouti au piteux résultat d'avoir deux chemins de fer là où un seul suffirait. Sans dire que la nouvelle société pourrait bien trouver son intérêt à se coaliser avec les anciennes... ce qui obligerait le public à trouver encore du sol disponible, à se mettre de nouveau au travail et construire encore une ligne...

Le système pourrait fonctionner qu'au cas où il y aurait *à jamais libre accès de tous à toutes les portions du sol* et que tous les individus eussent la capacité de tout faire. Il faudrait du moins pouvoir offrir aux nouveaux

venus (je ne veux pas dire seulement au surcroît de population, mais à tous ceux qui pourraient avoir besoin du sol ou de la matière première pour de nouvelles industries ou entreprises) quelque chose de plus que des rochers inaccessibles ou l'alternative de coloniser une île déserte ! Il faudrait égaliser les conditions de la production et même les capacités pour empêcher, en régime de concurrence, la reproduction des rentes, profits, extra-profits, bref de toutes les usures et extorsions que nous flétrissons dans le système capitaliste, et finalement du salariat ; car qui croira que, une fois que les groupes mieux situés ou mieux armés pour la concurrence eussent réussi à accumuler de la richesse, leurs membres ne songeraient pas à se donner du loisir et à inviter leurs pauvres voisins à venir prendre leur place au travail à des conditions que les autres trouveraient peut-être avantageuses et que, en tous cas, ils seraient forcés d'accepter ?

Il fut un temps où, pour obvier à cet inconvénient, les anarchistes individualistes, imitant Proudhon, s'évertuaient à inventer des plans pour assurer à tout individu l'usage gratuit des instruments de travail. A l'heure actuelle, on a perdu confiance dans la vertu médicale de la Banque de crédit mutuel et dans pareils remèdes empiriques. Le crédit ne crée pas la richesse, mais il la suit. La Banque du Peuple ne pourrait pas prendre le sol, la mine, la machine, le chemin de fer, etc, à ceux qui les possèderaient et les donner gratis à ceux qui en manqueraient. Elle ne pourrait que permettre aux possesseurs de ces différents moyens de production de se les échanger *entre eux* plus ou moins gratuitement. (Je dis « plus ou moins », car il faudrait payer les frais d'administration de la Banque, évaluations, expertises, opérations d'échange, etc. Et encore, la différence de demande et offre des différentes richesses donnerait nécessairement lieu à l'*intérêt*). Mais ceux qui ne possèderaient rien ne seraient pas membres de la Banque, et ne pouvant rien donner actuellement en échange des moyens de production dont ils auraient besoin, seraient bien forcés de payer un intérêt ou rente à prélever sur le produit de leur travail. Nous voici donc encore une fois en régime d'usure. Il n'y aurait que le monopole de la Banque en plus. Monopole formidable, car tous les échanges (supposant que la Banque réussît à englober la richesse totale d'un pays) se feraient par l'intermédiaire de la Banque, et tout le travail serait organisé, directement ou indirectement, par elle et sous sa haute direction. Encore, il n'y aurait que la Banque qui pourrait mettre en circulation de la monnaie ou des billets tenant lieu de monnaie ; car la monnaie fiduciaire n'est acceptée que lorsqu'elle est garantie par de la richesse déjà accumulée, non pas par des produits futurs. M. Tucker a avoué que si on abolissait aujourd'hui les privilèges des Banques, il n'y aurait que les billets de Rothschild qui auraient cours.

Enfin, en pratique, l'anarchie individualiste serait le règne des compagnies (ou groupements) cher à M. de Molinari : compagnies des mines, compagnies des chemins de fer, compagnies foncières, compagnies des logements, etc, etc. tantôt se faisant la concurrence, tantôt se coalisant et régnant en maîtres absolus sur la foule des prolétaires.

Il est vrai qu'il manquerait à ces compagnies la protection du gouvernement. Mais le gouvernement (l'Histoire est là pour le démontrer) est la résultante nécessaire des inégalités de conditions. Supposons qu'on réussît à le supprimer (sans révolution violente, ainsi que le prétendent les anarchistes individualistes), il renaîtrait bientôt de ses cendres. Ne faudrait-il pas obliger les individus ou groupements qui se trouveraient dans une situation désavantageuse à respecter la possession et les acquisitions des membres les plus fortunés de la société et à remplir les obligations auxquelles ils auraient été forcés, bon gré mal gré, de se soumettre ?

M. Tucker propose des associations défensives, formées volontairement par les intéressés et maintenues par leurs contributions. Cela ne ferait que rendre le gouvernement (le pouvoir) plus arbitraire qu'il ne l'est aujourd'hui ; car il serait alors l'émancipation directe et exclusive, la « créature » de la classe aisée (la *chose* de ceux qui ont quelque chose, comme on a traduit le mot latin *respublica*) et obéirait à ses ordres. Les associations défensives seraient « volontaires » et « défensives » pour ceux qui les constitueraient ; mais elles seraient « coercitives » et « agressives » pour ceux qui auraient à les subir. Les frais d'entretien seraient facilement endossés, par la voie des échanges, aux pauvres. Ceux-ci, lorsqu'ils ne se verraient pas obligés à se vendre aux riches comme gendarmes, demeureraient sans défense, car ils ne pourraient pas se payer des associations à eux... Ou bien, supposant qu'il y eût des associations de part et d'autre, il y aurait conflits de juridiction et luttes armées, avec le résultat usuel, la victoire des plus forts et finalement la fondation d'un gouvernement régulier.

L'erreur fondamentale de l'école individualiste est d'attendre la justice, la liberté, l'harmonie sociale de la lutte, comme la lumière est censée sortie du sein des ténèbres. La société est envisagée comme une simple agglomération d'individus libres et indépendants ; on oublie que les hommes vivent une vie essentiellement sociale, que leurs actions sont liées ensemble de mille manières, qu'une bonne organisation sociale - une organisation sociale fondée sur le principe de solidarité - est la condition primordiale du développement de leurs facultés et de leur fonctionnement harmonique.

L'anarchie individualiste, a dit W. Morris, est la négation de la société. J'ajouterai qu'elle est la négation de l'individu même.

III

Il me semble que j'ai pu être d'autant plus impartial dans mon appréciation de la doctrine de M. Tucker, que je suis disposé à admettre, contre mes convictions antécédentes, qu'une grande partie de ce qui est classé aujourd'hui sous la dénomination de communisme anarchiste est empruntée, malheureusement, à la théorie individualiste. Cette affirmation paraît téméraire : je vais la justifier.

Il est à peine nécessaire de dire que je n'ai aucunement l'intention de dé-

savouer le communisme anarchiste (quoique, voulant me tenir à l'écart des formules, je préfère pour moi l'appellation plus générale de « socialiste anarchiste ») : je désire seulement appeler l'attention de mes amis sur quelques erreurs qui se sont infiltrées dans notre programme, ou, plus exactement, je vais critiquer *une des tendances* qui se sont manifestées dans le milieu anarchiste.

On entend tous les jours des soi-disant communistes anarchistes parler de la « souveraineté de l'individu », tout comme les individualistes, et demander, à l'instar de ceux-ci, que chaque individu ait « libre accès » aux sources de la production, comme si chaque individu vivait dans un monde à lui. « Fais ce que veux » est la devise qu'on a adopté ; et il y est sous-entendu que, lorsque chacun agira à son gré, la société sera organisée à la perfection. Organisée, c'est trop dire. On affirme qu'il ne faudra pas d'organisation. Les individus s'entendront, coopéreront, se distribueront les tâches, échangeront au besoin leurs produits sans un accord préalable, sans un plan préconçû, au hasard des circonstances et de par l'impulsion secrète de la « nature ». La tendance est même à réduire la division du travail et les échanges à un minimum, à demander que chaque région ou chaque commune produise toute sorte de choses, pour rendre les rapports entre les individus et les communes et les régions aussi simples et primitifs que possibles.

Le communisme anarchiste consiste dans la liberté de travail et de consommation, dans l'absence de toute mesure ou détermination de l'un et de l'autre, dans la confusion des efforts et des besoins, non seulement entre individus appartenant à une communauté peu nombreuse, mais entre communautés, et peut-être entre tous les habitants de l'univers. « De chacun selon ses forces ; à chacun selon ses besoins », c'est la vieille formule communiste, qui, dûment épurée par les anarchistes du sous-entendu autoritaire, que l'Etat estimerait les forces et les besoins de chaque individu et organiserait l'économie sur la base de cette estimation, signifie que chaque individu évaluera au juste ses propres besoins et capacités, ou, ce qui revient au même, que point n'est nécessaire de rien estimer.

Si je ne me trompe pas, c'est bien là l'idée dominante chez Kropotkine et dans la *Révolution*.

« Un tel veut parcourir (en chemin de fer) mille lieues, et un tel autre cinq cents seulement. Ce sont là (dit Kropotkine) des besoins personnels ; et il n'y a aucune raison de faire payer l'un deux fois plus que l'autre, parce qu'il est deux fois plus intense ». (*La Conquête du Pain*, p. 36). En effet, il n'y a aucune raison, si ce n'est que pour faire marcher un train mille lieues il faut plus de charbon, de travail, etc, que pour cinq cents. Y a-t-il quelque raison pour imposer aux mineurs, aux machinistes, etc, double travail ?

« Droit à l'aisance pour tous ceux qui prendront une *certaine* part à la production » (P.229). Kropotkine dit au même endroit qu'il faut « placer les *besoins* au-dessus des *œuvres* ». Ce serait admirable si, avant de consommer, il ne fallait pas *avoir de produit*. « Si la société bourgeoise dépérit - dit-il

un peu plus loin - c'est faute (?) d'avoir trop compté » (P.231). Aussi ne comptons pas, prenons au tas autant que possible et rationnons le reste. A la page 102, toujours du même ouvrage, Kropotkine parle de la « gratuité du logement », expression qui a l'inconvénient de dissimuler le fait capital, qu'il faut bien les bâtir et les meubler, et les réparer ces maisons que nous allons habiter. Quelques pages plus loin (p.113) il parle « d'ouvrir les portes de tous les magasins d'habits à tout le monde afin que chacun puisse y prendre ce dont il a besoin ».

La formule de distribution proposée par Kropotkine est : prise au tas pour les choses dont il y a abondance, rationnement pour celles qui existent dans une quantité inférieure aux besoins actuels. Malheureusement, il ne nous dit pas quelles choses pourraient être produites abondamment, quelles autres devraient être rationnées. Au chapitre « les Voies et les Moyens », il calcule, sur la base du rendement actuel de quelques fermes de l'Ouest américain et de 751 manufactures de coton aux Etats-Unis (1), qu'il faudrait soixante demi-journées de cinq heures de travail par homme pour se procurer les produits de la terre ; quarante pour l'habitation et cinquante pour le vêtement. C'est déjà quelque chose, mais il y a un grand nombre d'autres besoins à satisfaire. Il faut meubler nos maisons, il faut élever nos enfants, soigner nos malades, transporter nos correspondances, payer les rues de nos villes, fabriquer et entretenir les édifices publics, etc, etc. Kropotkine ne s'occupe que de la consommation individuelle.

Au surplus, avant d'en arriver à la culture intensive et au système de production perfectionné que Kropotkine nous décrit admirablement, il faudra transformer l'outillage entier de la production, ce qui demande du temps et beaucoup de travail extraordinaire, et l'éducation des masses. Il y a peu de temps, on soutenait, entre anarchistes, qu'il existait à *l'heure actuelle* une accumulation énorme de produits plus que suffisante, en cas de révolution, aux besoins momentanés du peuple révolté. On calculait (voir les brochures *Les Produits de la Terre* et *Les Produits de l'Industrie*, publiées par *la Révolte*) que tous les ans on produit deux fois la quantité de produits alimentaires et quatre fois la quantité des produits manufacturés nécessaires à satisfaire les besoins rationnels de tous les hommes, riches et pauvres. La conséquence était qu'au moment de la révolution il n'y avait qu'à étendre la main. Kropotkine n'est pas trop explicite au sujet de l'alimentation ; mais, à propos des logements, il pense que, du moins dans toutes les villes considérables, « il y a un si grand nombre d'appartements inoccupés, qu'ils suffiraient presque à loger la plupart des habitants des taudis » (p. 110). A la page 20, il paraît croire que le temps viendra bientôt où l'on sera forcé

(1) Il paraît que Kropotkine ne tient compte que du travail fait dans la ferme et dans la fabrique, mais il oublie le travail antécédent et successif : construction des machines et des édifices, transports, éclairage, etc.

de s'écrier : « Assez ! assez de charbon ! assez de pain ! assez de vêtements ! Reposons-nous, etc. ». Somme toute, la tendance générale chez Kropotkine est précisément à mettre les besoins *au-dessus* du travail, à rendre la jouissance, du moins pour l'individu, indépendante de la production. Tout le système se base sur l'hypothèse qu'on peut produire au-delà des besoins. Le rationnement est un pis-aller, une alternative regrettable : il doit rester à l'état d'exception et ne s'appliquer qu'aux objets d'une importance tout à fait secondaire. La règle doit être la prise au tas, qui présuppose l'abondance absolue, l'excès de la production sur la consommation (le « surplus » des économistes).

Or, dans un certain sens, toutes choses existent dans une quantité limitée, voire même l'eau et l'air. Il peut y avoir abondance d'aliments en général, mais il y aura toujours limitation de chaque variété. Dans ce cas-là, qui d'ailleurs est le cas ordinaire, faut-il prendre au tas ou rationner ? Au surplus, dans une bonne économie, on ne produira rien de superflu ; car les besoins humains sont susceptibles d'expansion à l'infini. Les uns étant satisfaits, il y aura toujours à appliquer le travail à la satisfaction d'autres besoins : de sorte que, en définitive, la production sera toujours limitée par la consommation et la consommation par la production. La règle, donc, de la prise au tas, est inapplicable. Reste le rationnement ou division égale par tête. Mais cela veut dire que tous les individus devraient consommer exactement une partie égale des différents articles d'aliments, de vêtements, etc, malgré la diversité des goûts, des situations, des besoins, etc. Serait-il permis aux individus de changer leurs rations ? Evidemment on ne pourrait pas le leur défendre. Voici donc rétablis les échanges entre les membres de la communauté ; et ces échanges devenant réguliers, une mesure d'équivalence s'établirait nécessairement. On recommencerait « à compter ».

Dans le fait, Kropotkine s'éloigne souvent de sa formule pour en revenir à la règle générale du communisme : « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces ». Le principe est certainement excellent et les avantages en sont évidents. Quand chacun travaillera dans la mesure de ses forces, le travail sera productif au plus haut degré, et la consommation même de chaque individu sera avantageuse à la société. Les difficultés surgissent dans l'application. Comment obtenir que réellement chaque individu travaille dans la mesure (approximativement) de ses forces et consomme dans la mesure de ses besoins ? Qui estimera les besoins et les capacités de l'individu ? L'individu lui-même ou la société ?

Kropotkine tourne la difficulté en parlant indifféremment tantôt des individus, des citoyens, tantôt du peuple, de la société, de la commune, de la ville. Selon lui, c'est le « peuple » qui expropriera les capitalistes, le « peuple » qui procédera à l'inventaire des denrées existantes, le « peuple » (de la ville) qui s'entendra avec les paysans et leur promettra ou apportera des machines agraires, le « peuple » qui *garantira* aux ouvriers des fabriques l'existence pendant qu'ils construisent des machines pour les paysans (p. 72). « Que le peuple ait seulement les coudées franches et en huit jours le ser-

vice des denrées se fera avec une régularité admirable » (p. 77). « La société distinguera probablement entre le superflu et le nécessaire » (p.44). « Elle (la commune) remettra aux citoyens le soin d'approvisionner leurs magasins de denrées et de répartir les produits » (p.61). « Encore, c'est les individus qui devront dresser les statistiques » (p.104) : à quoi on peut objecter que les statistiques doivent être compilées d'après un plan général convenu d'avance. Bref, le peuple c'est tout le monde ou c'est quelques individus agissant « au nom du peuple ».

Le « peuple », dit Kropotkine, ira trouver les habitants des taudis et les installera dans les palais. Et une fois l'installation faite, « le peuple armé parlera à celui qui voudra venir les en déloger » (p.105). S'il y a dans une maison un appartement que le propriétaire loue à un autre, « le peuple ira trouver cet autre et lui dira : « Vous savez, camarade, que vous ne devez plus rien au vieux ? Restez dans votre appartement, etc. ». Et si le propriétaire occupe à lui seul vingt chambres, et que dans le quartier il y ait une mère avec cinq enfants logés dans une seule chambre, eh bien ! « le peuple ira voir si sur les vingt chambres il n'y en a pas qui, après quelques réparations, pourraient faire un bon petit logement à la mère et aux enfants » (p.109). Le peuple ici joue le rôle du chœur dans les tragédies grecques. Kropotkine ne nous dit pas comment le peuple sera organisé ou s'il restera une multitude, une masse informe. Ce qu'il y a à ce sujet de plus précis dans son ouvrage, c'est un passage à la page 106, où il parle du « peuple réuni par rues, par quartiers, par arrondissements » qui se chargerait du service des logements (ou plutôt l'emménagement), et un autre à la page 116, où il parle des groupes qui « pourraient surgir » et se charger de pourvoir aux vêtements.

Il faut d'ailleurs lui rendre justice. Il s'est occupé principalement des grandes journées de la révolution et dans ces journées certainement bien des choses se feront au hasard et par le peuple en masse. Cependant, même alors, il faudra procéder autant que possible avec méthode, sous peine de famine immédiate et de réaction. Concevoir l'expropriation révolutionnaire de la façon sommaire de la prise au tas, des magasins ouverts à tous et du peuple se rendant en masse, d'habitation en habitation, voir si le nombre des habitants correspond à la capacité des édifices, me paraît fort dangereux. Kropotkine lui-même recommande de « ne rien gaspiller » en fait de denrées (P.72). et il faudrait aussi recommander d'organiser de suite la production et de se mettre au travail, au lieu de dire : « Commençons par satisfaire la soif de vie, de gaieté, de liberté... et quand tous auront goûté de ce bonheur, nous nous mettrons à l'œuvre » (p.234).

Puis, c'est autre chose de plier à une nécessité de transition, autre chose d'ériger en principe les procédés sommaires et assez autoritaires de la révolution... Kropotkine semble ne comprendre la société future que comme la perpétuation des procédés révolutionnaires. « Tout à tous » et tous à tout. Aucune mesure d'échange, décentralisation économique au point que chaque région ou chaque commune suffise, par son travail, à soi-même, enfin,

aucun rapport entre le travail et la consommation de l'individu, solidarité parfaite.

L'intention est bonne. Cependant, il y aurait à craindre que, dans ce « laissez-faire » universel, sous les apparences de solidarité la plus complète, se produisent les inégalités et les injustices les plus criantes. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas une ligne de démarcation entre le travail et la paresse, ni entre la consommation nécessaire et le luxe ou le caprice. Il est étonnant de songer à quel point notre travail et notre consommation est une affaire d'habitude, et comment on contracte facilement des habitudes d'oisiveté et de gaspillage. Conséquemment, les hommes ou les groupes qui aimeraient une vie régulière, le pain assuré pour le lendemain, verraient leur prévoyance frustrée par ceux qui prennent la vie aisément et vivent au jour le jour, passant volontiers de l'abondance à la privation. Les gens d'initiatives seraient gênés par les retardataires. Les travailleurs seraient exploités par les fainéants. De sourdes méfiances corroderaient la société et des discordes ouvertes ne tarderaient pas à éclater.

Kropotkine lui-même aperçoit la nécessité d'une limitation à l'arbitraire individuel et, aux pages 203-204, il émet une idée qui rappelle (de loin, il est vrai) les compagnies d'exploitation préconisées par M. de Molinari, association qui stipulerait avec chacun de ses membres le contrat suivant : « Nous sommes prêts à vous garantir la jouissance de nos maisons, magasins, rues, moyens de transport, écoles, musées, etc, à condition que de vingt à quarante-cinq ans ou cinquante ans, vous consacriez quatre ou cinq heures par jour à l'un des travaux reconnus nécessaires pour vivre ». De vingt à quarante-cinq ou cinquante ans ! Mais ce serait de l'esclavage ! D'ailleurs, ne faudrait-il pas tenir compte de la différente intensité des travaux ? Ne faudrait-il pas, ayant fixé une limite (minimum) au travail, en fixer également une (maximum) à la consommation ? Enfin, sur quelle base serait organisé le travail de l'association et quels seraient les rapports entre les associations ?

Il y a des anarchistes qui réellement croient que lorsque la révolution sociale aura été faite, chaque individu se rendra de par l'impulsion de sa nature (c'est-à-dire pour satisfaire un besoin physiologique) au travail le plus conforme à ses aptitudes ; et pourtant il arrivera que le travail qu'il aura choisi sera justement celui dont la société aura momentanément le plus besoin. Également, l'individu consommera ce dont il lui prendra envie, et pourtant il ne gaspillera pas les ressources de la société, il n'entamera pas les fonds de production ni s'appropriera, pour une consommation secondaire, ce qui devrait servir aux premières nécessités de ses semblables. L'accord entre les individus s'établirait « par le libre jeu des intérêts et des volontés individuelles ». L'individu qui voudrait se mettre à un travail trouverait les outils et la matière première dont il aurait besoin et pas mal de camarades pour l'aider. Les constructeurs de machines auraient la subsistance assurée pendant leur travail. Les ouvriers des fabriques recevraient continuellement la quantité de matière première nécessaire à la continuité de la production, et

ainsi de suite.

Il faut une forte dose d'optimisme - et surtout de fatalisme - pour accepter cette manière de voir. Même en supposant l'individu animé des meilleurs sentiments, comment pourrait-il se choisir un travail ? Dire qu'il choisira le travail le plus conforme à ses aptitudes, ce n'est pas répondre à la question : car on peut avoir de l'aptitude plutôt à un genre d'activité qu'à un autre ; mais personne ne naît avec la bosse pour être soit cocher de fiacre, soit maçon, etc. Le choix final doit être déterminé par l'intérêt social. Mais qu'en saurait l'individu ? comment pourrait-il connaître dans quelle branche de la production son activité serait la plus utile !

De même pour la consommation ; comment ferait l'individu pour savoir ce qu'il pourrait consommer et ce qu'il ne pourrait pas ? On a faim, c'est bien ; mais on peut se rassasier de différentes manières : on peut consommer ce qu'il faut réserver comme semence pour la production future ; on peut détruire des forêts pour avoir du bois, ou des pêcheries pour manger du poisson ; on peut convertir en bière le blé dont il faudrait faire du pain. L'individu ne peut embrasser de son regard toute la société.

La conséquence du système serait évidemment que les bons travailleurs plus et consommeraient moins qu'ils ne devraient ; les méchants triompheraient et tout le monde serait gêné dans ses actions.

« Des groupes surgiront ». Mais si des groupes surgissaient qui voulaient se mêler du drainage de la ville d'une façon que les autres habitants estimeraient dangereuse à leur santé, ceux-ci iront-ils se soumettre à la dictature des groupes qui peuvent être composés d'hommes fort compétents, mais qui pourraient aussi être composés de beaux esprits voulant se moquer de leur prochain, ou de fanatiques se croyant une vocation qu'ils n'ont pas ? Et puis, il y a au fond le préjugé que les groupes « surgiront » par un hasard, par une inspiration providentielle, et qu'ils brilleront un temps court, et puis s'éclipseront. Il faut concevoir l'organisation économique comme quelque chose de bien permanent.

« Celui qui voudra un piano à queue, dit Kropotkine, entrera dans l'association des fabricants d'instruments de musique » (p.150). Les savants et littérateurs s'associeront entre eux pour imprimer leur prose ou leurs vers (P.137), ou s'adresseront « à leurs admirateurs et admiratrices » pour en obtenir la collaboration (*ibid.*), ou chercheront « des collaborateurs parmi ceux qui connaîtront le métier et auront saisi la portée de l'œuvre nouvelle » (p. 141). « Ah ! si chaque écrivain avait à prendre part dans l'impression de ses bouquins ! Quel progrès l'imprimerie aurait-elle déjà fait ! » (p.138)

Or, si avant d'entreprendre un travail, l'individu devait catéchiser ses futurs collaborateurs et les rallier à ses vues, il est à craindre que les temps ne soient pas propices aux idées nouvelles. Si, d'un autre côté, l'individu devait se mettre lui-même au travail, il faudrait qu'il apprenne de nouveaux métiers, gaspillant un temps qu'il pourrait mieux employer. En outre, pour fabriquer un piano, il faut de la matière : pour combien d'associations donc

devrait travailler celui qui désirerait un nouveau piano ? Et encore resterait la difficulté : si tous en veulent ? si tous désirent le piano de nouvelle invention ? et le bicycle ? et le télescope ? Quel est le critérium de préférence ? Faut-il que ceux qui ont envie d'en avoir s'en privent tant qu'il n'y en aura pas pour tous (rationnement) ; ou faut-il faire passer un examen de musique avant de donner un piano, d'astronomie avant d'accorder le télescope, etc., etc. (ce qui serait distribution selon les besoins) ? On dira que tout le monde ne voudra pas justement le piano de dernière invention, et le télescope et le bicycle par-dessus le marché. Pourquoi pas, si nous supposons que les hommes auront beaucoup de loisirs à consacrer aux arts et aux sciences ? Est-ce qu'un piano plus harmonique ou à un peu plus grand nombre d'octaves ne sera pas préféré par tout le monde ?

Enfin, si l'on suppose l'organisation sociale abandonnée à l'initiative individuelle, n'y aura-t-il pas des individus ou des groupes qui voudront se prévaloir de la situation plus ou moins favorable de leur terre, ou mine, ou chemin de fer, ou fabrique, etc., ou d'un événement fortuit, par exemple une bonne ou mauvaise récolte, ou d'une nouvelle invention, l'ouverture d'une voie, etc., même de leur capacité ou habileté, ou de leur parcimonie, pour se tailler la part plus belle dans les échanges, accumuler des richesses et devenir conséquemment une menace permanente pour la liberté et le bien-être des autres ?

La science, a-t-on dit (et je regrette d'avoir exposé moi-même cette erreur dans *la Révolte*), donnera la solution de toutes ces difficultés. Elle suggérera à l'individu le travail qu'il aura à faire ; elle lui prescrira les aliments, mesurera sa quantité d'air et de lumière et tous ses besoins. Des statistiques universelles, a-t-on ajouté, seront distribuées à tous les individus, et chacun y discernera d'un coup d'œil sa place dans l'économie générale. En d'autres termes, chaque individu devrait porter dans sa tête le plan entier de l'économie sociale et, chose merveilleuse, le plan de chaque individu devrait coïncider exactement avec ceux de millions de ses semblables.

Ceci et d'autres choses non moins étonnantes ont été dites et répétées avec une insistance et une bonne foi dignes d'une cause meilleure. Sans doute, au-dessous de ces apparents paradoxes gît une vérité de la plus haute portée, qu'il fallait et qu'il faut toujours populariser : C'est que la société humaine n'est pas guidée par les faibles fils qu'on appelle lois, ni par les intrigues, les caprices, les mesquins intérêts et les conspirations de quelques hommes rusés et rapaces. Il y a des forces immenses qui, aujourd'hui, sont ignorées ou supprimées, en dehors de la police et des tribunaux, des bourses et des syndicats. Il y a le ressort puissant des intérêts communs, les avantages manifestes de la coopération et, enfin, le sentiment de solidarité qui devient, par éducation et par la pratique continuelle, partie intégrante de la nature humaine.

Mais, cela admis, nous devons reconnaître que la société est bien plus compliquée qu'on ne le croit et que la solidarité doit être incarnée dans les institutions sociales. Elle ne doit pas planer en l'air ; mais il faut qu'elle se

réalise par des accords réels, pour maintenir la coopération et la réciprocité des services et l'égalité des conditions dans la société. Le communisme, il faut le faire : il ne pousse pas par génération spontanée.

Nous devons abandonner l'idée du « parfait individu », qui constitue le fond de la manière de voir de beaucoup d'anarchistes.

Nous devons nous refuser à croire que la science peut fournir une solution toute faite et unique du problème de l'organisation du travail et de la distribution des produits. La science pourra un jour nous fournir les données pour une solution ou plutôt pour une variété de solutions (le nombre de combinaisons sociales possibles étant infini), mais la solution pratique doit être trouvée dans chaque cas par les intéressés.

Nous devons abandonner l'illusion de l'abondance absolue, renoncer à la supposition du travail minimum - des quelques minutes par jour - et du travail agréable. Il y aura probablement pour longtemps du travail désagréable : en tous cas, il y aura des travaux plus agréables et des travaux moins agréables.

Nous devons renoncer aussi à la supposition que les hommes se mettront tous à travailler avec une égale ardeur. Il y aura des bourgeois d'instinct, d'éducation et de tradition ; et ceux-ci voudront bien essayer de vivre aux dépens des autres. Seront-ils peu nombreux ? Il faut l'espérer ; cependant, il suffira que quelques uns donnent l'exemple : beaucoup les imiteront. Et, qu'on le remarque bien, ce qu'il faut craindre des fainéants et des usurpateurs, c'est encore moins la diminution de bien-être que leur consommation causera aux membres actifs de la société que le germe de l'injustice qui s'insinuerait dans la société et qui, si on le tolérait, aboutirait à une nouvelle sorte d'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'on observe la plus complète solidarité envers les incapables de travailler, envers ceux qui méritent notre aide et notre sympathie ; mais lorsque la fainéantise est motivée par la supercherie, la tolérer c'est préparer la corruption et la dissolution de la société.

Il ne faut pas non plus remettre la solution de toutes les difficultés à l'opinion publique, dont il y a à redouter la tyrannie, et qui, au fond, est toujours l'opinion de quelques uns ; ni imaginer d'autres échappatoires, comme lorsqu'on dit qu'il n'y aura pas de fainéants, parce que les jeunes filles ne voudraient pas d'eux. Dans le dernier raisonnement, on confond la sélection sexuelle avec la conduite économique ; et on prête à la femme un développement moral supérieur à l'homme. Ne voit-on pas aujourd'hui les femmes s'éprendrent de l'uniforme ?

Enfin, il ne faut pas rapetisser le problème et à propos de l'organisation du travail et des échanges, citer la table d'hôtes, le petit cercle de la famille (où il y a de l'autorité), la société de chant ou de géographie, etc. Les choses ne se passent pas de même entre les habitants de différents continents comme elles se passent entre des gens qui se connaissent, qui ont eu la même éducation, qui ont les mêmes habitudes, etc. Le mécanisme simple qui convient à une société scientifique ne convient pas aux organisations compli-

quées qu'on appelle marchés, docks, etc. Méfions-nous des comparaisons !

IV

Si je ne me trompe pas, le raisonnement que font quelques anarchistes dans leur for intérieur doit être le suivant :

« La propriété est mauvaise : abolissons la possession. Le commerce est mauvais : abolissons les échanges. Le salariat est mauvais : abolissons... le travail. Le gouvernement est mauvais : abolissons l'administration ». Ou bien, s'ils ne vont pas si loin, ils prennent certainement la forme pour le fond, et ils croient réellement que tout ce qu'il y a à faire pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme, c'est abolir la propriété individuelle et le gouvernement.

Je reviendrai tout à l'heure sur la nécessité d'une administration. Quant à la propriété, il me semble qu'on ne réussira jamais à l'abolir entièrement. L'indivision absolue ne se conçoit pas. Les choses seront toujours possédées par quelqu'un, - individu, association, commune, etc., - jamais par l'humanité tout entière. Jamais on n'abolira les inégalités de situation, de fertilité, de besoins et de capacités, ni on ne réduira la nature à un état d'uniformité, d'indifférence absolue. Jamais on n'abolira les échanges, ni entre les individus, ni entre les pays. Il est vrai, comme l'a très bien montré Kropotkine dans la *Nineteenth Century* et dans un chapitre de *La Conquête du Pain*, qu'il y aura un mouvement décentralisateur en économie, que les pays qui étaient arriérés dans les industries, ont fait de rapides progrès dernièrement, que les colonies tendent à s'émanciper économiquement de leurs mères patries, enfin, que la division du travail par nations, imaginée par les économistes, est une chimère. Mais il faut aussi reconnaître que les rapports entre les hommes se multiplient et deviennent de plus en plus complexes, que toute intégration économique mène à une différenciation ultérieure, que la tendance actuelle de chaque pays à se suffire est en partie l'effet de la lutte économique et que somme toute il y aura plus d'échanges - et des échanges plus indirects - dans l'avenir qu'aujourd'hui.

Or, s'il y aura des échanges et des possessions et des inégalités, la détermination de la valeur est indispensable.

L'économiste autrichien Von Wieser a très bien démontré dans un petit volume (1) - qui mériterait à mon avis d'être popularisé parmi les socialistes et les anarchistes, - comment les rentes, les profits, les salaires, les prix servent de régulateurs à la production et à la distribution de la richesse. C'est la rente qui détermine quelle partie du sol doit être cultivée, quelle partie doit être réservée pour l'industrie ou le commerce, quelle culture doit être préférée, etc. C'est par le profit que l'emploi le plus utile relativement aux circonstances est donné à chaque partie du capital, c'est-à-dire de la richesse

(1) « *Der Natürliche Wert* », Vienne, 1891.

accumulée par les générations. C'est le taux des salaires qui règle le choix du travail : ce sont les prix qui décident de la consommation individuelle. Ces phénomènes sont indestructibles : ils se produiront dans une société communiste aussi bien qu'aujourd'hui.

Ce que Von Wieser n'observe pas - ou du moins ne fait pas remarquer au lecteur - c'est que la destination que la rente, le profit, le salaire, les prix donnent aujourd'hui au sol, au capital, au travail et aux produits, n'est pas la plus profitable à la société mais c'est la plus profitable à la classe dominante. Ce serait, en effet, une erreur grossière que de croire que c'est la meilleure terre qui est cultivée aujourd'hui, et la mauvaise qui est laissée en friche, que le capital est consacré aux productions les plus utiles, que la rente de la City de Londres représente un bon emploi, au point de vue du bien-être général, du sol de la ville ; que les profits immenses de la spéculation, de l'agiotage, de la réclame, etc., déterminent la bonne distribution du capital dans l'industrie, et ainsi de suite. La rente et le profit sont aujourd'hui des obstacles à la production ; les salaires et les prix sont des barrières à la consommation. Tout tend, dans l'économie capitaliste, à enrayer l'activité humaine, à entretenir la misère matérielle chez les masses, la misère morale chez la minorité privilégiée. Preuves : les crises périodiques, l'état arriéré de l'agriculture européenne, l'armée des sans-travail, etc.

Comment donner aux différentes parcelles du sol, aux différentes parties de la richesse accumulée, au travail, la destination la plus utile, non pas aux possesseurs *pro tempore*, mais à la société tout entière, du moins à tous les travailleurs associés d'une région ? Voici le problème qui se dresse devant nous et que nous ne pouvons pas éluder. Les régulateurs économiques actuels - rente, profit, salaire, prix - fonctionnent dans l'intérêt de la classe capitaliste. Il faudra avoir un régulateur social. Les régulateurs actuels approprient les différences de productivité à l'organisateur de la production ; ces différences sont indestructibles, mais elles peuvent et doivent être appropriées à la société tout entière.

Si une terre est plus fertile qu'une autre, il faut que ceux qui l'occupent ne puissent pas tirer profit de cette circonstance pour s'enrichir ; mais que la différence - la rente - soit le bénéfice de la société. Si des associations exploitant une mine, ou un chemin ou des bateaux trouvent que la demande du public dépasse leur offre, et que la consommation doit être limitée aux besoins les plus pressants, en élevant le prix de leurs services (1), il est nécessaire que le bénéfice passe également à toute la société ou fédération d'un certain nombre d'associations.

Si un genre de travail est plus demandé qu'un autre, il est nécessaire d'offrir une prime ; mais en même temps, il faudra prendre des mesures afin

(1) Par exemple, la fabrication de l'acier Bessemer demande une qualité particulière de fer : il faut donc limiter la consommation de cette matière première. Un navire, mieux construit que tous les autres, fait la traversée de Liverpool à New York : tous le préféreraient. Ne faut-il pas une limitation ?

que cette prime ne donne lieu à une accumulation de richesse dangereuse au bien-être et à l'égalité sociales. La population d'une ville augmente : il y a évidemment nécessité de réduire l'espace que chaque habitant occupe en demandant plus de travail à ceux qui habitent des logements plus spacieux.

Naturellement, une société bien organisée ne se bornera pas à ces mesures, pour ainsi dire, de repréailles, à ces correctifs ; mais elle élargira la production au fur et à mesure qu'augmentent les besoins. Les correctifs en question sont nécessaires : 1) comme indices de variations et de la progression des besoins ; 2) comme moyen d'effectuer les changements ; 3) pour les choses dont la production est naturellement limitée ; 4) pour les variations éphémères ou différences particulières, qui ne se généralisent pas.

Bref, pour organiser la production sur une base égalitaire : 1) il faut une mesure d'équivalence entre différentes espèces de travaux, ou de moyens de production, ou de produits (par exemple, une heure de travail dans le fond de la mine peut être équivalente à deux heures de travail à la surface ; un hectare de terre cultivée à plusieurs hectares de pâturages, un bicycle à un piano, etc) ; 2) il faut que cette mesure soit faite au point de vue de l'intérêt général ; 3) par conséquent, qu'elle soit établie par le libre accord des groupes intéressés, et, en cas de conflits, par voie d'arbitrage. Au surplus, l'existence d'une telle mesure n'empêchera pas l'aide mutuelle, la solidarité entre les membres des associations ou les associations d'une communauté. Mais elle servira pour l'organisation générale du travail, pour la distribution des moyens de travail, pour les échanges et pour les variations et corrections dans tous ces rapports.

V

S' il y a une tendance bien marquée dans l'économie actuelle, c'est bien à l'organisation de la production en strict rapport avec la consommation, sous le contrôle des intéressés (producteurs et consommateurs).

Abolir les monopoles, faire du travail personnel une condition de la possession des moyens de production (instruments et matière première), proscrire par ce fait le salariat, maintenir la justice et la réciprocité dans les échanges, maintenir la continuité dans la production, préserver les intérêts des générations futures, empêcher que les inégalités individuelles deviennent héréditaires et permanentes, tels doivent être les buts principaux de la nouvelle organisation sociale.

Il faut assurer à l'individu, en outre des libertés dont il jouit aujourd'hui, une liberté relative de travail et de consommation, d'initiative et d'association ; laisser aux associations le soin de régler la distribution du travail et des produits entre les membres, par de libres pactes ; organiser la production sous le double contrôle des groupes se chargeant de l'exécution des groupes se chargeant de l'exécution du travail (producteurs) et des grou-

pes intéressés (consommateurs) (1). Je ne peux concevoir la société future que comme un double système de groupements coopératifs - de production et de consommation. L'individu donnerait sa force de travail à la société par l'intermédiaire du groupement de production auquel il appartiendrait, et obtiendrait par le groupement de consommation dont il ferait partie (Association de quartier, commune, etc.) les objets dont il aurait besoin.

On ne peut se passer des formes d'administration, préparation de projets, discussions, votations, choix d'hommes compétents, etc ; mais on peut et on doit écarter les inconvénients. On doit reconnaître des droits aux minorités, entre autres celui de séceder de la majorité en certains cas ; mais on ne peut prétendre que les hommes auront tous la même opinion sur n'importe quelle question. On doit exiger que les délégués n'aient aucun pouvoir, qu'ils ne reçoivent pas un traitement de faveur, pas de privilèges ; mais on ne peut prétendre que le peuple en masse s'occupera de toutes les affaires. Les pactes doivent être révocables ; mais tant qu'ils ne seront pas révoqués, il faudra les respecter et les observer. On a raison de se récrier contre le système parlementaire et la centralisation gouvernementale, car c'est le despotisme sous le masque de la liberté, et les « serviteurs du peuple » sont ses maîtres. Mais il faut se garder de tomber dans le despotisme anonyme de l'individu ou des foules ; de substituer les Pinkertons à la police, la loi de Lynch ou la violence privée aux tribunaux. C'est l'essence de l'autorité, non ses formes qu'il faut abolir (2).

Quelques anarchistes ayant observé que les gouvernements exercent leur domination sur les masses au moyen des assemblées dites représentatives (qui d'ailleurs ne le sont pas), des votations, des élections, etc, font consister l'anarchie dans l'absence de ces formes, comme celui qui, entendant dire des mensonges, demanderait l'abolition du langage.

On confond ainsi organisation et autorité, la forme et le fond. Observez ce qui arrive chez eux : Il suffit qu'il n'y ait pas de président à leurs meetings : n'importe qu'un énergumène ou un blagueur fasse bon marché du temps et de la liberté de l'assemblée. On s'est récrié contre l'organisation et on a porté aux nues l'initiative individuelle, dont la sphère d'action ne peut être que très restreinte. Les journaux anarchistes sont la propriété et l'affaire de ceux qui les publient ; il est plus difficile d'y faire entendre « l'au-

(1) Par exemple, le service des chemins de fer ne pourra pas être organisé exclusivement par les employés, ni par les voyageurs ou le public. Il doit être organisé par des hommes compétents sous le contrôle des deux parties intéressées.

(2) On a dit que le crime disparaîtra avec les institutions sociales actuelles. Il est à espérer, en effet, que la plupart des crimes haineux, qui sont l'effet de l'ignorance, de la misère et de la lutte des classes, disparaîtront. En revanche, bien des actions antisociales qui, aujourd'hui, sont tolérées ou même justifiées (par exemple, l'exploitation capitaliste, la fraude commerciale, etc), seront regardées avec une juste aversion ; et la société devra s'en défendre.

tre cloche » que dans les journaux bourgeois. Sous l'influence de l'individualisme, on a préconisé l'égoïsme comme mobile unique de la conduite humaine, et on a fait de l'altruisme un égoïsme déguisé. Quelques anarchistes conséquents, épousant les deux théories de l'expropriation et de l'égoïsme, ont préconisé et pratiqué ce qu'ils appellent par euphémisme « l'expropriation individuelle », et nos rangs ont été envahis par des gens dont les principes, et surtout les sentiments, sont diamétralement opposés à la solidarité anarchiste. Enfin, nous nous sommes séparés des masses ; et il y a pas mal d'anarchistes qui se font scrupule de lutter côte à côte avec les ouvriers « inconscients », sont contraires aux grèves, au 1^{er} Mai, aux Congrès, etc, et attendent la révolution anarchiste du ciel comme les juifs attendent le Messie.

Il est temps de revenir de ces aberrations. Nous devons cesser d'être une secte d'utopistes ou une académie de doctrinaires pour redevenir un parti militant.

S. MERLINO

Réponse à Paul Reclus*

(La « Revue Libertaire » n° 1, du 15 au 31 décembre 1893).

J e m'attendais à une philippique. C'a été une jérémiade. Paul Reclus écrit, dans la *Revue Anarchiste* n° 8, qu'il lui « a été pénible » de lire mon nom en bas d'un article de *La Société nouvelle*, que cet article indique une « évolution complète » de l'auteur vers le socialisme d'Etat ; qu'il y a regretté la perte d'un écrivain, l'abandon d'un camarade, etc, etc. Tout cela à cause d'une discussion qui touche principalement sur la « rente économique » et sur la valeur.

Mon cher, lorsque vous m'aurez donné du réactionnaire, du sous-Brousse ou du sous-Guesde, voire même du sous-Constans, j'en reviendrai à ma question : la rente économique n'existe-t-elle pas ? N'y a-t-il pas des terres plus fertiles et des terres moins fertiles ? des mines plus faciles à exploiter et d'autres qui demandent plus de travail ? N'y a-t-il pas des lignes de chemins de fer, des ports, etc. dont on ne saura trop se passer, du moins tant qu'on n'en construit pas d'autres, ce qui demande du travail et du temps ?... Si oui, - et on ne saurait nier l'évidence - comment organisera-t-on la production, en anarchie ? Fera-t-on : « premier venu, mieux servi » ? Permettra-t-on aux groupes occupant les terres les plus fertiles ou aux situations

* La réponse de Paul Reclus à l'article de Merlino était parue dans le numéro 8 de la « Revue anarchiste ». A la suite de l'attentat de Vaillant et le vote des « lois scélérates », la revue avait dû changer le titre en « Revue libertaire » ; le numéro 8 est de ce fait introuvable.

les plus avantageuses de dicter la loi dans les échanges, de se coaliser entre eux, de se ménager des monopoles ? Ou comment s'arrangera-t-on ?

Ah ! si on est socialiste autoritaire, on n'a pas raison de s'inquiéter. On a son gouvernement bon à tout faire et on arrangera tout cela par des lois. Mais les anarchistes, comment s'y prendront-ils ? J'ai énoncé le problème. Je ne l'ai pas résolu. J'ai démontré que ni la prise au tas, ni le rationnement préconisés par Kropotkine... (ma foi, si j'ai pris à partie *La Conquête du Pain*, c'est qu'il n'y a pas d'autre livre ou brochure qui touche à une si importante question. La littérature anarchiste est si pauvre ! Et ce n'est pas merveille car, on le voit, le moment où quelqu'un tente de penser de sa tête, les autres lui tombent dessus à bras raccourcis, le traitant de renégat). Je disais donc que ni la prise au tas, ni le rationnement, ni les autres formules qu'on a annoncées « dans les milieux anarchistes modernes » ne peuvent nous tirer d'embarras. Il faut autre chose, une mesure d'équivalence qu'on pourra établir dans les pactes entre associations et entre fédérations, mesure d'équivalence qui ne contredit aucunement à la solidarité, au contraire !

Eh bien, pour avoir osé énoncer le problème, je suis excommunié. On ne répond pas à mes arguments ; *on a déjà réfuté tout cela*. On me dénonce comme un déserteur, comme un hérétique, et tout est dit !

J'avoue que cela me donne à réfléchir. Cette anarchie qui finit en dogme, cette religion de l'irrégion, cette intolérance sectaire au nom de la liberté absolue, c'est un phénomène à étudier. Cela prouve que les formules changent, mais les sentiments restent...

Car enfin, comme je l'ai dit, Paul Reclus n'a essayé le moins du monde de réfuter mes arguments. Au contraire, il admet que j'ai bien interprété les idées qui ont cours dans les « milieux anarchistes modernes ».

- Oui, c'est vrai, dit-il, nous croyons que l'individu ira « se procurer la nourriture » poussé par la faim - comme le loup sort du bois ; - lorsqu'on a faim, mon cher, on va au plus court : on se procure la nourriture en se jetant sur la plus proche...

- Oui, nous croyons que le « besoin du mouvement amènera l'idée du travail ». - Eh ! eh ! on peut bouger sans travailler : témoin les bourgeois ! « Chacun sait que le blé semé en automne se moissonne en été ». - Ce n'est pas plus difficile que ça. Adieu culture intensive ! Adieu les quatre et plus récoltes par an ! Adieu maraîchers des environs de Paris ! Adieu Foubeau ! Adieu Kropotkine ! Les fleuves couleront du lait et du miel, et les plantes pousseront d'elles-mêmes, comme dans l'âge d'or décrit par les poètes de l'antiquité. O simplicité des « milieux anarchistes modernes » !...

- Oui, nous croyons que les « passions humaines de l'individu grossier sont un bon régulateur de la production... ». Ses passions n'ont pas suffi, à ce qu'il paraît, au début de l'Histoire : aussi, on va recommencer.

« Nous croyons que l'initiative des individus fera ceci, fera cela et si l'idée est dans l'air, ces individus seront suivis par la multitude ». *Et si l'idée n'est pas dans l'air*, les individus se soumettront-ils à la masse ?

- « Nous croyons à la puissance de la désorganisation » - comme qui di-

rait, la puissance du néant.

Enfin, chacun poursuivant son intérêt à soi, travaillant quand, comme et tant qu'il veut et consommant à loisir - mise au tas, prise au tas, échanges au tas, point d'administration, rien que des « excroissances de notre nature musculaire et cérébrale » - voilà la conception qu'on se fait de la société humaine, si compliquée pourtant, dans les « milieux anarchistes modernes ».

Pour combattre une telle conception, pour montrer que les résultats en seraient la guerre de tous contre tous, le monopole, le salariat, et tous les maux contre lesquels nous nous révoltons aujourd'hui, j'avais écrit l'article qui a tant scandalisé Paul Reclus. M'étais-je trompé ? Non. Sa réponse à cet article le prouve. Du moins, Paul Reclus n'apporte l'ombre d'un argument dans la discussion. Aussi aurait-il pu s'épargner la peine d'écrire ; et moi, je n'aurais pas songé à lui répondre si je n'avais à relever une phrase dans son article. La voilà !... « Le système des rentes, profits, salaires dont *Merlino nous vente les bienfaits* »...

Le lecteur qui n'a pas lu mon article dans *La Société nouvelle*, croira sans doute que je suis devenu partisan du système capitaliste. La ligne citée ne comporte pas d'autre interprétation. Pourtant, c'est faux ; Paul Reclus le sait bien, mais il trouve commode de me faire passer pour un vrai renégat. Il paraît que cette méthode de polémique est dans les mœurs des « milieux anarchistes modernes ». Quant à moi, je la répudie absolument.

Non, je n'ai jamais vanté les bienfaits du système de rentes, profits et salaires. Au contraire, j'en ai indiqué tout au long, dans l'article incriminé, les *méfais* : j'ai dit qu'il permet l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, qu'il obstrue la production, qu'il amène la guerre civile... Et je ne me suis pas contenté de le dénoncer : je me suis préoccupé de la manière de le faire *réellement* disparaître. Puisque les inégalités de fertilité, de situations, de capacités et de besoins sont indéniables, et qu'il est impossible de réduire le monde à l'uniformité absolue, je me suis dit qu'il fallait, ne pouvant pas abolir la rente, la mettre en commun, la confisquer au bénéfice de la communauté, la faire s'éliider dans les échanges... Il faudra *s'entendre*, établir par voie d'arbitrage ou autrement, une mesure d'équivalence ; enfin, sauver l'égalité de conditions et empêcher les monopoles à tout prix...

Il est vrai que je n'avais pas songé à une autre solution, qui est fort agréée, paraît-il, dans les « milieux anarchistes modernes ». Paul Reclus nous l'indique dans le passage suivant :

« Quand on s'est identifié, dit-il, avec l'état d'esprit d'un individu qui peut jeter une bombe dans un théâtre, on comprend que l'administration socialiste-anarchiste d'un sous-Brousse ne le saurait contenter ; et je vois d'ici le dynamiteur du Conseil d'administration qu'on nous propose ».

Ainsi donc, la force ne doit pas être employée rien qu'à repousser la force, à combattre le gouvernement et la bourgeoisie ; mais après la révolution, on continuera à dynamiter. En tel endroit, les paysans voudront se répartir la terre pour la cultiver séparément. Notre anarchiste n'est pas content, il dynamite. Ailleurs, les ouvriers d'une fabrique voudront nommer un Conseil

d'administration. L'anarchiste protestera par la dynamite. Les habitants d'une ville ayant besoin de drainer leurs rues, et ne se reconnaissant pas les connaissances nécessaires pour choisir le meilleur système, s'en rapporteront au Conseil d'hygiénistes. Notre anarchiste exprimera son mécontentement en dynamitant. On dynamitera à propos de la question de savoir s'il faut distribuer les produits d'après la formule collectiviste, en raison du travail, ou d'après la formule communiste, en raison des besoins... On dynamitera pour savoir si dans un cas donné il y a à appliquer la prise au tas ou le rationnement. On discutera à la dynamite. La dynamite sera le grand régulateur de la production, de la distribution et de la consommation. La société future marchera, ou plutôt sautera, sous la poussée de la dynamite. Un anarchiste mécontent, un seul, imposera par la force brutale sa volonté à la communauté tout entière. Est-ce là l'idéal qu'on rêve dans les « milieux anarchistes modernes » ? Est-ce que « l'intégrale liberté de l'individu », dynamiteur qui peut bien être, comme le dit Malatesta, un précurseur, mais pourrait être aussi un fou ou un méchant, doit prévaloir sur celle de milliers de ses camarades ?

Au lecteur la réponse. Quant à moi, « m'identifiant avec l'état d'esprit d'un individu qui peut ieter une bombe dans un théâtre », je vois d'ici le Constans ou le Galliffet anarchistes ; c'est-à-dire, je vois les mêmes Constans et Galliffet prenant le masque d'anarchiste pour continuer leurs exploits.

Réfléchissez-y, mon cher. Otez à votre anarchiste la dynamite et donnez-lui la foudre ; et il sera un Jupiter, un Jéhova, ou un autre tyran céleste. Prêtez-lui un bréviaire et une croix, ce sera un inquisiteur faisant brûler les ennemis de la foi. Donnez-lui, toujours au lieu de dynamite, des légions de sbires : et ce sera le Tsar de toutes les Russies.

Oh ! Anarchie, que de folies et de crimes en ton nom !

S. MERLINO

ANNEXE

Communiste-anarchiste, ou quoi ?

(La « Revue libertaire » n° 3 et 4 du 1^{er} au 15 février 1894).

Lorsqu'on est battu par un ami, on le prend généralement en bonne part, que cela soit plus ou moins mérité, et l'on a quelque répugnance à riposter. Le camarade Merlino est si avantageusement connu de par l'Europe, que tout ce qu'il dit est généralement, sinon accepté, du moins pris en considération. Mais il se pourrait qu'on montrât trop de mansuétude envers un homme qui, sans doute avec les meilleures intentions, est pourtant nuisible, sinon tout à fait dangereux.

Maintenant que les travailleurs du monde s'éveillent de leur léthargie et de leur indifférence, que nos maîtres, prêtres, politiciens et bourgeois s'élevèrent à la compréhension du mouvement révolutionnaire, dans lequel nous, anarchistes, prenons le rôle principal, nous avons sûrement à faire une besogne plus importante que de nous embarrasser de la manière dont les gens arrangeront (*après la révolution...*) leurs affaires ordinaires et extraordinaires. Tout entiers à la tâche d'insuffler aux travailleurs la ferveur révolutionnaire, sans laquelle toutes les circonstances propices et toutes les occasions pour une action progressiste, seraient négligées et perdues, nous sommes continuellement empêchés dans nos efforts par ceux dont nous avons attendu la meilleure assistance. Le camarade Merlino a créé ici, à Londres, une extraordinaire confusion d'idées, une somme de malentendus suffisante pour avoir détourné des hommes qui eussent été autrement parmi nos plus ardens propagandistes. Nous avons eu le plaisir d'apprendre de ses propres élèves, ses divergences de « l'anarchisme courant ». Etant moi-même dans une position quelque peu exposée (morale) dans le mouvement anarchiste anglais (qui, je suis heureux de le dire, a fait récemment de prodigieux progrès) étant, pour ainsi dire, un organe de l'« anarchisme courant », je sens qu'il incombe à ma charge d'exprimer mes vues propres sur les objections que Merlino a présentées.

Il me faut dire premièrement que j'ai besoin d'*apprendre*, non de *critiquer*,

et j'aurai ainsi probablement à élever de mon côté quelques objections contre ces « vieilles idées habillées de neuf » dont Merlino est devenu possédé, consciemment ou non.

Il nous faut dire, dans la société future, une « mesure d'équivalence » déclare Merlino. Il nous faut un moyen d'égaliser les différences naturelles, en terre, situation, et avantage. Il nous faut la « solidarité », il nous faut « un moyen d'échange » entre les groupes et communes, autrement il y aurait toute apparence de monopole et de guerre au lieu d'harmonie, de solidarité. Tels sont, avec d'autres encore, dit Merlino, les dangers et les difficultés que l'avenir présente. Je ne suis pas un de ceux qui se laissent réduire au silence par la « théorie de l'arrangement par la bombe ». Rien à mon avis ne peut-être résolu par la dynamite ; les conditions présentes peuvent être dissoutes par ce moyen ; mais nouveaux hommes, nouvelles idées ; nouvelles conditions, nouvelles perplexités et complexités. Nous devons avoir une « théorie de la valeur », un « étalon de valeur », une « mesure d'échange ». Et pourquoi donc ? Est-ce que cela aidera d'une manière quelconque à la production, à la distribution, à l'échange ou à la consommation ?

Le communiste dit : « De chacun sa capacité, à chacun suivant ses besoins ». Soit, dit Merlino, mais qui sait quelle est sa capacité, qui peut dire quels sont ses besoins ? Nous devons le savoir, autrement nous ne pouvons avoir d'égalité, d'ordre et de progrès » ! Cela, à mon avis, est tout à fait suffisant pour nous permettre de dire que Merlino n'est pas *communiste*. Un communiste ne demandera jamais quelle est votre capacité, quels sont vos besoins ? Il fera de son mieux en vue de cultiver les capacités et de satisfaire les besoins. Cette affaire de « valeur » est un feu follet conduisant toujours à des fondrières et des marécages. Plus on calcule, plus on rencontre de difficultés, non tant avec les « articles » à évaluer, qu'avec les producteurs de ces articles. S'il n'y avait pas d'autre moyen d'arranger ces affaires qu'à l'aide d'un étalon national ou universel, le seul fait qu'il serait imposé dans tous les détails de la vie, nécessiterait une armée d'improductifs à côté de laquelle la présente armée d'inspecteurs, de receveurs, serait insignifiante. Je prétends qu'être gouverné par un « étalon de la valeur » serait plus tyrannique et nuisible que de l'être par une organisation d'Etat socialiste. Mais alors, comment les choses pourront-elles être réglées en quoi que ce soit ? crie l'anti-communiste. Laissez simplement ces choses se régler d'elles-mêmes ! disons-nous. Naturellement et automatiquement, comme certaines choses se font déjà aujourd'hui, toutes choses se régleraient d'elles-mêmes à l'avenir, quand les brouillons cesseraient de s'en mêler.

Quelqu'un dont on eût attendu autre chose, veut continuer à lire le présent dans l'avenir. Est-il nécessaire de rappeler à Merlino même, (duquel maints parmi nous ont beaucoup appris) que *du moment où les individus auront développé une force physique et morale suffisante pour avoir surmonté les conditions présentes et avoir acquis le contrôle des moyens d'existence*, ils seront, je pense, devenus si supérieurs aux individus dégradés d'aujourd'hui,

que nous pouvons à peine concevoir ou apprécier leurs ressources et leurs possibilités naturelles. Toutes les théories, par conséquent, qui se préoccupent des besoins, des difficultés ou des dangers des futurs émancipés ne peuvent qu'amener la confusion pour tous. Je maintiens, comme communistes, qu'il n'y a nul besoin d'aucune « valeur » d'échange, d'usage ou autre sorte. Quand une communauté - grande ou petite, simple ou complexe, jeune ou vieille, riche ou pauvre, heureuse ou malheureuse - travaille sous les conditions que la nature a imposées ou que l'ingéniosité humaine n'a pas réussi à améliorer, et travaille collectivement, chaque adulte exécutant donc son dû ou sa part (non scientifique), chaque enfant recevant les soins et l'éducation, chaque mère donnant son amour, chaque frère et sœur leur affection, chaque camarade son amitié, il ne peut plus y avoir aucune nécessité d'une « mesure », attendu que tous useront et jouiront de tout ce qui a été le résultat direct de leurs propres labeurs collectifs. Lorsqu'il sera nécessaire d'échanger avec d'autres communes, d'autres métiers, d'autres localités, de même qu'il y aura une considération réciproque (créée par le besoin de l'échange) ainsi y aura-t-il un échange de commodités et d'agrèments, ce qui est justement l'idée que, en qualité de communistes, nous inculquons dans l'esprit des masses, et sans laquelle la révolution *sociale* est impossible à réaliser.

Quant à la difficulté de la « rente économique », le communiste trouve que cela n'en est pas une. Comme anarchistes, nous ne voyons de même aucun besoin de règlement autre que celui qui vient naturellement et automatiquement. Comme communiste, je suis entièrement satisfait de travailler un terrain « mauvais », voyant que lorsque j'ai fini mon travail (sans avoir quelqu'un là pour sonner la cloche) je vais jouir du reste de mon temps en compagnie d'autres individus qui peuvent avoir travaillé le sol « le meilleur », mais qui ne me disputent pas pour cela. Je nie néanmoins qu'il y ait aucun sol tout à fait *mauvais* ; tous les lieux de la surface terrestre sont bons à *quelque chose*, une portion de territoire peut être mauvaise pour faire pousser des plantes grasses ou des concombres, mais non pour l'orge ou le grain, ou l'herbe pour nourrir le bétail ou pour le jeu. Certain pays peut ne pas être bon pour les fraises, mais le granit ou le marbre peut être abondant sous terre. Qui devrait demeurer dans les meilleures maisons, les mieux situées, dans le meilleur, le plus pittoresque emplacement, et qu'alloueraient-ils à ceux qui sont exclus ? Vraiment, Merlino, vous n'êtes plus anarchiste maintenant ! Car dès lors que vous réclamez pour les exclus, une indemnité, une considération d'aucune sorte des mieux favorisés, vous lâchez immédiatement les receveurs de taxes, les cours de justice, les juges et tous les autres parasites dont nous sommes incommodés aujourd'hui. Peut-être Merlino s'entendrait-il avec ce personnage génial qui soutenait que ceux qui seraient obligés de cultiver un sol inférieur devraient avoir *le double* ?

Ceux-là vivraient sur « le meilleur » sol, habiteraient les « meilleures » maisons, jouiraient « des plus beaux » panoramas et consommeraient « la meilleure » nourriture, *qui auraient été là les premiers*. Non pas qu'ils auraient

plus de droit que n'importe quel autre, mais simplement parce qu'ils n'auraient dépossédé personne et qu'ils auraient trouvé « le meilleur » non pris et non employé.

Quand Merlino réclame que la majorité ait un pouvoir sur le petit nombre, il renonce entièrement, à mon avis, à tout titre au nom d'anarchiste. Il voudrait transformer un expédient en un principe. Sans doute, nous aurons dans l'avenir, pour le besoin de l'harmonie et de la solidarité, à sacrifier parfois un principe et à pactiser avec la nécessité, mais il n'y a aucun besoin d'admettre, même pour un moment, la nécessité d'un compromis. Les circonstances détermineront toujours ce qui doit ou ne doit être fait, et la plus entière initiative individuelle doit toujours être concédée. Dans une société saine, l'initiative individuelle trouvera toujours expression et sympathie. Quand Merlino s'écrit « il nous faut la solidarité », il me donne l'idée que « la solidarité » dont il parle ne peut être maintenue que par quelque force extérieure, tandis que celle que nous, communistes-anarchistes, voulons créer, est une solidarité qui n'est autre qu'un sentiment directeur interne, une impulsion et non une compulsion. Camarade Merlino, il est encore temps ; repentez-vous et soyez sauf.

H.B. SAMUELS

Bibliographie

Il existe une bibliographie complète des écrits de Merlino (livres, brochures, périodiques), ainsi que des travaux qui lui ont été consacrés, établie par Masini et publiée en annexe du recueil de textes de Merlino établi en 1957 par Venturini et Masini : *Concezione critica del socialismo libertario* qui regroupe les principaux écrits de la dernière période anarchiste du penseur italien.

Parmi les principales rééditions des textes de Merlino ces dernières années, signalons :

Merlino : *Il socialismo senza Marx* (recueil de textes de Merlino de 1897 à 1930, établi par Venturini), Bologne, ed. Boni, 1974, 464 pages.

Merlino : *L'Italia qual é; Politica e magistratura; Fascismo e democrazia*, ed. Feltrinelli, Milan, 1974, 370 pages.

Merlino : *Necessita e basi d'una intesa; L'individualismo nell anarchismo*, L.P. éditions, Turin, 1979, 62 pages.

Malatesta-Merlino : *Anarchismo e democrazia*, ed. La Fiaccola, Raguse, 1974, 190 pages.